Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2013)

Heft: 1997

Artikel: Les autres n'y sont pour rien : les "boucs émissaires" sont l'expression de nos petites lâchetés individuelles et collectives

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014105

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

n'est pas nouvelle: en 1908 déjà, une majorité du peuple et des cantons approuvait l'interdiction de l'absinthe à la suite d'un crime commis sous l'influence de cet alcool. Mais actuellement elle prend de l'importance.

Qu'on pense aux initiatives sur l'imprescribilité des actes de pornographie infantile, pour l'internement à vie, contre les rémunérations abusives (Minder). Toutes constituent une réaction à un événement ou à un phénomène qui a profondément marqué l'opinion. Dans ces cas de figure, le débat argumenté peine à se frayer une place, tant l'émotion et/ou l'indignation exigent une réponse catégorique: qui plaindrait les pédophiles, les récidivistes violents et les arnaqueurs (*Abzocker*)? La compatibilité de ces demandes avec les droits fondamentaux comme les problèmes de faisabilité pèsent peu face au besoin impérieux d'agir, de faire cesser ces abominations. Les faiblesses de l'initiative Minder étaient pourtant évidentes: cette dernière ne visait pas à limiter les rémunérations des patrons, mais seulement à donner des pouvoirs accrus aux actionnaires dans ce domaine. Or ces derniers ne sont pas automatiquement opposés aux salaires mirobolants des dirigeants de leurs entreprises, comme l'actualité nous le montre.

Dans la foulée de l'initiative Minder, la Jeunesse socialiste a déposé sa proposition de limiter l'écart salarial au sein des entreprises dans un rapport de 1 à 12. Pour Minder, le remède apte à limiter les salaires exorbitants des dirigeants d'entreprise doit être administré par les actionnaires. Pour la Juso, par l'Etat. Pour l'un comme pour l'autre, la solution préconisée évacue le débat sur la participation dans les entreprises. Car tout autant que les actionnaires, les salariés sont concernés par la répartition de la richesse créée.

Curieusement, ni la gauche ni les syndicats n'ont évoqué cette piste. Evacué également le débat sur le rôle de la fiscalité et de la progressivité de l'impôt comme facteur de redistribution. L'important est de permettre l'expression de la colère populaire avec une proposition simple. Point de fioritures, de pesée des avantages et des inconvénients. Si l'émotion, voire l'indignation, peut y trouver momentanément son compte, il n'est pas certain que la qualité du débat politique y gagne.

Les autres n'y sont pour rien

Les «boucs émissaires» sont l'expression de nos petites lâchetés individuelles et collectives

Jean-Pierre Ghelfi - 29 mai 2013 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/23563

C'est probablement un effet indirect de la crise qui dure maintenant depuis six ans. Elle a contribué à déstabiliser la plupart des 27 pays de l'Union européenne. La Suisse n'a pas été trop affectée par le ralentissement général des activités, mais le climat général s'est aussi détérioré. Le pessimisme touche peu ou prou tous les pays du Vieux Continent.

Dans ce contexte, il est frappant de constater que la recherche de boucs émissaires fait florès. Dans les pays du Sud européen, *«Bruxelles»* est devenue la cause des difficultés rencontrées. Mais pas seulement. Les sondages d'opinion montrent que les majorités qui soutiennent le projet européen ne cessent de s'effriter, quand elles ne sont pas devenues franchement négatives. En Grande-Bretagne, l'Union européenne est même devenue une forme nouvelle de *«Grand Satan»*.

Peut-on faire grief aux gens de ne pas savoir que le repli sur soi et l'isolationnisme accentuent les difficultés plutôt

qu'ils n'aident à les résoudre, comme la crise des années 1930 l'avait montré avec toute la clarté nécessaire? Peut-être pas. En revanche, on peut critiquer les dirigeants politiques qui esquivent les difficultés en faisant vibrer la fibre nationale, voire nationaliste. Comme si *«les autres»* étaient la cause de nos tourments! Et surtout, comme si sans eux, ou avec un peu moins d'eux, tout irait mieux, ou moins mal.

En Suisse, ce ne sont plus seulement les requérants d'asile qui suscitent une crainte diffuse, et généralement infondée, mais aussi, nouvelle catégorie, les travailleurs migrants, en particulier ceux au bénéfice de la libre circulation, qui font office de boucs émissaires. C'est désormais à cause d'eux que sévit la pénurie de logements et son corollaire la hausse des loyers, que les trains sont bondés au point qu'il n'y a plus à toute heure suffisamment de places assises pour tous les voyageurs et que se multiplient les encombrements qui font le désespoir des automobilistes en route pour leur travail.

«Bruxelles» vraiment?

Au plan européen, il paraît excessif, même surréaliste pour tout dire, que *«Bruxelles»* soit considérée comme la cause des difficultés. Bruxelles n'a évidemment rien à voir avec le surendettement de la Grèce ni avec l'évasion fiscale massive qu'on y pratique. Ni avec la détérioration de la compétitivité de l'économie italienne depuis une dizaine d'années. Ni avec le *krach* immobilier en Espagne intervenu après deux décennies de spéculation. Ni avec le fait que les gouvernements français n'ont pas présenté d'excédents des comptes publics depuis le milieu des années 70. Si tout va mal maintenant, la faute n'est pas chez soi. Il faudrait la rechercher auprès des eurocrates qui auraient imposé des politiques criminelles.

Chez nous, il est évident que les travailleurs migrants doivent aussi se loger et se déplacer. Lors de débats en relation avec l'initiative Schwarzenbach (votation du 7 juin 1970), la question de la pénurie de logements et des hausses de loyers avait été largement débattue. Pourtant à cette époque déjà, sans ces travailleurs migrants, de nouveaux logements, de nouvelles routes, de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux n'auraient été construits au mieux qu'au compte-gouttes. Boucs émissaires hier, boucs émissaires aujourd'hui.

Il est bien sûr plus facile de s'exonérer de ses propres problèmes en les reportant sur d'autres, que de les assumer soi-même. Faut-il incriminer l'individualisme qui est la marque de nos sociétés contemporaines? Peut-être. Mais l'explication reste un peu courte. Georges Clémenceau avait déjà relevé: *«Tel est le rôle historique de l'affaire Dreyfus. Sur ce bouc émissaire du judaïsme, tous les crimes anciens se trouvent représentativement accumulés.»* Nos petites lâchetés individuelles et collectives sont une cause plus vraisemblable.

Oui aux subventions, non aux directives

Les pays membres de l'Union européenne veulent naturellement toucher les milliards d'aides et de subventions de Bruxelles destinées à l'agriculture, à la culture, aux équipements collectifs. Mais sous prétexte d'atteinte à la souveraineté nationale, ils n'acceptent pas ou très difficilement que la même instance puisse formuler des directives en matière de bonne gestion des deniers publics.

Les Helvètes sont assez d'accord sur le fait que le concours des travailleurs migrants est nécessaire pour que les entreprises industrielles et celles du secteur de la construction, les services hospitaliers, l'hôtellerie fonctionnent convenablement. Mais pour le surplus, ces personnes devraient être transparentes. Et comme elles ne le sont pas, beaucoup leur imputent la responsabilité des encombrements qui résultent pour l'essentiel de l'amélioration du niveau de vie.

Voyez, par exemple, cette brève information donnée tout récemment par l'ATS: en Suisse romande, une personne active sur huit travaille dans un autre canton que celui de son domicile; proportion en hausse

de 40% en une décennie. A quoi il faut ajouter tous les déplacements professionnels à l'intérieur des cantons. Les travailleurs migrants ne jouent certainement qu'un rôle secondaire ou accessoire dans cette évolution. Pourtant, ils sont désignés comme la cause de ces inconvénients de la vie moderne que nous avons explicitement sinon implicitement acceptés, voire même appelés de nos vœux depuis des décennies.

Est-ce si compliqué de reconnaître et d'admettre que ces boucs émissaires sont en réalité des êtres humains qui sont pris dans les mêmes problèmes que tout un chacun, et qui n'en sont pas plus personnellement responsables que vous et moi?

Panorama transgénique

Les plantes génétiquement modifiées ont 30 ans

Gérard Escher - 28 mai 2013 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/23549

Il y a trente ans, en mai 1983, le principe du transfert de gènes dans une plante était établi. Anniversaire peu fêté, les plantes génétiquement modifiées ayant connu une jeunesse plutôt difficile.

La Suisse n'a pas encore pris de décision ferme sur le traitement des plantes transgéniques; cet article propose une vue panoramique des enjeux en vue de contribuer à un débat raisonné dans le contexte particulier helvétique.

Trois questions préoccupent la revue scientifique *Nature* dans son dossier anniversaire *Plantes transgéniques, promesses et réalités*:

1. L'arrivée du coton Bt de Monsanto a-t-il provoqué une vague de suicides de petits fermiers en Inde?
2. Le maïs traditionnel du Mexique a-t-il été infecté par du maïs transgénique?
3. Y a-t-il apparition de mauvaises herbes résistantes à l'herbicide Roundup (contre lequel les plantes transgéniques sont résistantes)?

Les réponses de Nature dans l'ordre: non, peut-être, oui.

C'est *«non»* statistiquement pour les suicides en Inde (des cas individuels ont certainement existé), c'est *«peut-être»* pour le transfert des gènes vers le maïs naturel (les études sérieuses divergent, avec avantage au *«oui»* pour le moment). L'apparition de mauvaises herbes résistantes au Roundup était prévisible, conséquence non directe de la transgénèse, mais de la monoculture, de l'absence de rotation de cultures, du mono-usage d'herbicide, du labour trop léger des sols; bref, le procès de l'agriculture industrielle. L'amarante (*A. palmeri*) – la mauvaise herbe en question – se répand rapidement; aux Etats Unis, elle affecte entre 18 et 35% des surfaces semées, selon les régions; elle est signalée dans 18 pays.

Notons que dans ce bilan des questions scientifiques difficiles, *Nature* ne pose pas la question de la toxicité spécifique des plantes transgéniques, les études fiables ayant dans l'ensemble conclu à l'absence d'effets aggravants – par rapport à l'agriculture intensive traditionnelle – sur la faune, flore ou la santé des personnes. Les débats sur la méthodologie et la traçabilité restent vifs.

Impact économique

Les terres arables de notre planète couvrent 1,5 milliard d'hectares (360 fois la Suisse); en trente ans, les cultures de plantes transgéniques se sont étendues sur 170 millions d'hectares (40 fois la Suisse). La FAO dénombre 1,3 milliard